



PROJET DE MARCHÉ N°B26-00434

**FOURNITURE D'UN LOGICIEL DE CAHIER DE
LABORATOIRE ELECTRONIQUE (ELN)**

**Marché classifié SECRET
SANS détention d'ISC**

ENTRE :

Le **COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème} - immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS PARIS 775 685 019, représenté par [nom du signataire], agissant en qualité de [qualité/fonction du signataire] du centre CEA Le Ripault,

ci-après dénommé « **CEA** »

d'une part,

ET :

La société [à compléter par le CEA sur la base de l'offre], au capital de [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de [à compléter par le CEA sur la base de l'offre], sous le numéro [à compléter par le CEA sur la base de l'offre], ayant son siège social [adresse - à compléter par le CEA sur la base de l'offre], et dont l'entité [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] située [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] exécutera les prestations, représentée par [nom du signataire - à compléter par le CEA sur la base de l'offre], agissant en qualité de [qualité/fonction du signataire - à compléter par le CEA sur la base de l'offre],

ci-après dénommée « **Le Titulaire** »

d'autre part.

Ci-après désignés collectivement par « les Parties » et individuellement par « la Partie ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES	3
ARTICLE 3 - PUBLICATION PAR LE TITULAIRE DE SON BEGES ET DU PLAN DE TRANSITION ASSOCIE	3
ARTICLE 4 - DESIGNATION DES PRESTATIONS	4
ARTICLE 5 - VARIATION DU NOMBRE D'UTILISATEURS	4
ARTICLE 6 - DUREE	5
ARTICLE 7 - LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
ARTICLE 8 - OBLIGATIONS DES PARTIES	6
ARTICLE 9 - GESTION DES MODIFICATIONS	6
ARTICLE 10 - CORRESPONDANTS	7
ARTICLE 11 - SUIVI DES PRESTATIONS	8
ARTICLE 12 - LIVRABLES	9
ARTICLE 13 - FORMATION DU PERSONNEL CEA	9
ARTICLE 14 - RECEPTION	9
ARTICLE 15 - DISPOSITIONS FINANCIERES	10
ARTICLE 16 - AVANCE	12
ARTICLE 17 - ECHEANCIER DE FACTURATION	13
ARTICLE 18 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE REGLEMENT	14
ARTICLE 19 - PENALITES	15
ARTICLE 20 - SOUS TRAITANCE	16
ARTICLE 21 - RESPONSABILITE ET ASSURANCES	16
ARTICLE 22 - PROPRIETE INTELLECTUELLE	16
ARTICLE 23 - PROTECTION DU SECRET	17
ANNEXE 3 - FICHE DE MODIFICATION	24

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent marché (ci-après dénommé Marché) a pour objet de confier au Titulaire, **la fourniture et la maintenance d'un logiciel de cahier de laboratoire électronique (ELN)**, pour les besoins du CEA Le Ripault, ci-après dénommée collectivement les « Prestations », et individuellement la « Prestation ».

ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent Marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- le plan contractuel de sécurité signé par les Parties dans sa version applicable,
- le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE), avec faisant partie intégrante :
 - o le cahier des charges référence CEA/LR/DIR/AS DO 11 du 08/06/2026 (ci-après dénommé le Cahier des Charges), ses annexes et ses documents applicables,
 - o le CCTG DO 1 du 16/01/2026 fixant les exigences spécifiques applicables aux marchés incluant une fourniture ou un service en lien avec de l'informatique, du logiciel ou du contrôle-commande,
- l'instruction SYM S02XX SJD DIR 23000188 B du 23 mars 2023 fixant les dispositions applicables aux titulaires des marchés passés par le CEA/DAM en matière de protection de l'information Diffusion Restreinte (DR) – déclinaison en règles de sécurité informatique »,
- les Conditions générales d'achat (CGA) de janvier 2022 (téléchargeables sur le site <https://www.cea.fr>, espace Entreprises),
- à titre supplétif, la proposition du Titulaire référencée [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] en date du [à compléter par le CEA sur la base de l'offre].

Tous les documents cités ci-avant et non joints au présent Marché ou au dossier de consultation sont consultables sur demande au CEA. Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus.

Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 3 - PUBLICATION PAR LE TITULAIRE DE SON BEGES ET DU PLAN DE TRANSITION ASSOCIE

Le Titulaire du marché, s'il est soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre, indique au CEA à la notification du marché qu'il est à jour de ses obligations, à savoir l'établissement et la publication de son BEGES sur le site de l'ADEME (<https://bilans.ges.ademe.fr/>). Si le Titulaire n'est pas à jour de son obligation d'établir un BEGES, ce dernier dispose d'une période de six (6) mois maximum à compter de la date de notification du marché pour régulariser sa situation et en informer le CEA.

ARTICLE 4 - DESIGNATION DES PRESTATIONS

Conformément aux spécifications techniques du Cahier des Charges référencé à l'article 2 supra, les Prestations se décomposent comme suit :

- **Phase 1 (ferme) – Fourniture et test du logiciel ELN**, comprenant :
 - Fourniture de licences flottantes du logiciel ELN pour 20 utilisateurs et de la documentation technique,
 - Test auprès de 20 utilisateurs et correction des anomalies et prise en compte des retours utilisateurs,
 - Formation de 20 utilisateurs et remise de la documentation associée.
- **Phase 2 (optionnelle) – Déploiement du logiciel ELN**, comprenant :
 - Fourniture de licences flottantes du logiciel ELN pour 250 utilisateurs maximum,
 - Maintenance annuelle évolutive et corrective illimitée, pendant 2 ans à l'issue de la Phase 1,
 - Formation de 200 utilisateurs et remise de la documentation associée.
- **Phase 3 (optionnelle) – Déploiement du logiciel ELN**, comprenant :
 - Fourniture de licences flottantes du logiciel ELN pour 250 utilisateurs maximum,
 - Maintenance annuelle évolutive et corrective illimitée, pendant 1 an à l'issue de la Phase 2,
- **Phase 4 (optionnelle) – Déploiement du logiciel ELN**, comprenant :
 - Fourniture de licences flottantes du logiciel ELN pour 250 utilisateurs maximum,
 - Maintenance annuelle évolutive et corrective illimitée, pendant 1 an à l'issue de la Phase 3,
- **Phase 5 (optionnelle) – Déploiement du logiciel ELN**, comprenant :
 - Fourniture de licences flottantes du logiciel ELN pour 250 utilisateurs maximum,
 - Maintenance annuelle évolutive et corrective illimitée, pendant 1 an à l'issue de la Phase 4.

Le cas échéant, la levée d'une ou des options intervient par notification écrite du CEA, transmise par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de deux mois avant le démarrage des Prestations correspondantes. L'absence de levée d'option n'ouvre pas droit, pour le Titulaire, à une indemnité d'attente ou de dédit.

ARTICLE 5 - VARIATION DU NOMBRE D'UTILISATEURS

Le nombre d'utilisateurs pour la phase 1 est fixe.

Le nombre d'utilisateurs pour les phases 2 à 5 est variable selon les modalités définies ci-dessous.

5.1 - Evolution du nombre d'utilisateurs, par tranche

Le nombre d'utilisateurs annuel de licence est établi comme suit :

Tranche 1	Tranche 2	Tranche 3	Tranche 4
De 1 à 50 utilisateurs	De 51 à 150 utilisateurs	De 151 à 250 utilisateurs	De 251 à 350 utilisateurs

Le cas échéant, le nombre d'utilisateurs est défini par le CEA au démarrage de la Phase 2, pour la première année d'exécution. Le nombre d'utilisateurs est ensuite calculé annuellement, à la date anniversaire du Marché. La tranche appliquée à l'année N est donc définie en fonction du nombre d'utilisateurs comptabilisé sur l'année N-1.

Le changement de tranche, correspondant au nombre réel d'utilisateurs constaté, s'effectuera contradictoirement lors des réunions de bilan annuel et sera notifié dans le compte-rendu de la réunion annuelle.

5.2 - Evolution du nombre d'utilisateurs, hors tranche

Si les modifications apportées au nombre d'utilisateurs consistent en une augmentation strictement supérieure aux seuils des tranches présentées supra, celles-ci font l'objet d'une demande de modification du Marché par le Titulaire et le cas échéant, d'un avenant signé par les Parties.

5.3 - Dispositions financières relatives à l'évolution du nombre d'utilisateurs

Le changement de tranche ne peut intervenir qu'à la date d'anniversaire du Marché. Dans ces conditions, le montant de la redevance de l'année en cours sera inchangé ; seules les années suivantes seront révisées.

ARTICLE 6 - DUREE

Le présent Marché est conclu pour une durée maximale de 72 mois (6 ans) à compter de sa date de notification au Titulaire.

Les Prestations seront réalisées conformément à l'échéancier suivant :

- Phase 1 : Du XX/XX/XXXX au XX/XX/XXXX,
- Phase 2 (en cas de levée d'option) : Du XX/XX/XXXX au XX/XX/XXXX,
- Phase 3 (en cas de levée d'option) : Du XX/XX/XXXX au XX/XX/XXXX,
- Phase 4 (en cas de levée d'option) : Du XX/XX/XXXX au XX/XX/XXXX,
- Phase 5 (en cas de levée d'option) : Du XX/XX/XXXX au XX/XX/XXXX.

ARTICLE 7 - LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations sont effectuées dans les locaux du Titulaire ou d'un tiers désigné par ses soins.

ARTICLE 8 - OBLIGATIONS DES PARTIES

8.1 - Obligations du Titulaire

8.1.1 - Obligation de résultat

La prestation, objet du présent Marché, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité est assortie d'une obligation de résultat.

Le Titulaire s'engage à affecter du personnel compétent et qualifié, en quantité suffisante, pour effectuer la fourniture relative au présent Marché et respecter cette obligation de résultat.

8.1.2 - Obligation de conseil

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du CEA.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution du Marché qui lui est dévolue à ce titre, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelle que nature que ce soit, à lui suggérer les démarches et solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

8.2 - Obligation du CEA

Le CEA mettra à disposition du Titulaire les documents, informations et interlocuteurs techniques nécessaires à l'exécution du présent Marché.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution de ce dernier.

ARTICLE 9 - GESTION DES MODIFICATIONS

Le Titulaire reste responsable de toute erreur dans l'établissement de son prix forfaitaire fixé au titre du marché et ne peut prétendre, à ce titre, à aucune augmentation de celui-ci. Le manque de prévision du Titulaire dans l'établissement de son prix n'est pas de nature à entraîner la modification du caractère forfaitaire du montant du marché.

Pendant l'exécution du marché, le CEA peut prescrire au Titulaire les modifications de toute nature qui lui paraissent utiles. Réciproquement, le Titulaire peut soumettre également au CEA des modifications s'avérant indispensables à la bonne réalisation du marché. Ces modifications doivent faire l'objet de propositions écrites motivées adressées au CEA.

Dans tous les cas, seul le CEA a prérogative pour la prise en compte d'une modification.

Les demandes de modification prescrites par le CEA font l'objet de l'établissement d'une Fiche de Modification (FM), dont le modèle figure en annexe du marché.

Tout début d'exécution des prestations de modification doit faire l'objet d'un accord écrit préalable du CEA qui précise le contenu des prestations, le montant total des prestations et le délai de réalisation, convenu avec le Titulaire ainsi que l'échéancier de paiement associé.

Le Titulaire ne peut refuser d'exécuter les prestations de modification notifiées par le CEA.

Les modifications peuvent être prises en compte financièrement au titre de la part estimative, dans la limite du montant plafond correspondant, défini à l'article Dispositions financières.

Au-delà de ce plafond, les incidences financières des modifications en plus ou en moins font l'objet d'un avenant au marché, regroupant les FM, qui permet les règlements supplémentaires éventuels, établi au plus tard à l'échéance du marché.

ARTICLE 10 - CORRESPONDANTS

Durant l'exécution des prestations objet du présent Marché, les interlocuteurs du CEA sont :

Au plan technique	Au plan commercial et financier
M/Mme [à compléter]	M/Mme [à compléter]
☎ 02.47.34[à compléter]	☎ 02.47.34[à compléter]
E-mail [à compléter]	E-mail [à compléter]

Toutes demandes ou échanges d'information ainsi que tous documents sont impérativement adressés aux correspondants désignés.

Durant l'exécution des prestations objet du présent Marché, les interlocuteurs du Titulaire sont :

Au plan technique :	Au plan commercial et financier
M/Mme [à compléter par le CEA sur la base de l'offre]	M/Mme [à compléter par le CEA sur la base de l'offre]
☎ [à compléter par le CEA sur la base de l'offre]	☎ [à compléter par le CEA sur la base de l'offre]
E-mail [à compléter par le CEA sur la base de l'offre]	E-mail [à compléter par le CEA sur la base de l'offre]

La modification des correspondants peut se faire par simple information écrite de la Partie concernée à l'autre Partie, sans nécessiter d'avenant.

ARTICLE 11 - SUIVI DES PRESTATIONS

11.1 - Généralités

Le Titulaire du Marché reste seul responsable vis-à-vis du CEA Le Ripault.

Les deux Parties s'informent dans les plus brefs délais de la survenance de tout événement susceptible de modifier fortement les conditions d'exécution. Par conséquent, elles s'engagent à trouver une solution permettant de préserver l'intérêt respectif des deux Parties.

11.2 - Réunion d'enclenchement

Une réunion d'enclenchement est effectuée, après la signature du Marché par les Parties, dans les locaux du CEA, à une date à convenir entre les Parties.

Lors de cette réunion, le Titulaire doit notamment proposer un planning des échéances (réunions, points d'arrêt, etc.) qu'il juge nécessaires pour suivre la bonne exécution du Marché. Ce planning doit être accepté par le CEA avant tout commencement des prestations.

11.3 - Réunion de validation de la Phase 1

A l'issue de la Phase 1 (phase de test) et, le cas échéant, en prévision de la levée d'option de la Phase 2 (déploiement), les Parties se rencontrent pour faire un point complet sur l'ensemble des missions réalisées par le Titulaire sur la période écoulée. Les retours utilisateurs et actions déployées sont également présentés.

11.4 - Réunion d'avancement

Pour suivre l'exécution du Marché, les Parties peuvent tenir des réunions dont la date de tenue est déterminée d'un commun accord, conformément au planning d'avancement fourni par le Titulaire et accepté par le CEA.

Toutefois, les interlocuteurs techniques peuvent se réunir, sans frais supplémentaire, à la demande de l'une ou de l'autre Partie par échange de correspondances.

11.5 - Suivi annuel

Un suivi annuel des Prestations est effectué chaque année à la date anniversaire du présent Marché, auquel participent le chargé d'affaires du Titulaire présent sur le site et les responsables techniques et commerciaux du CEA. Les évolutions du nombre d'utilisateurs sont abordées en séance.

Cette réunion fait l'objet d'un compte-rendu rédigé par le Titulaire dans un délai maximum de quinze jours et validé par le CEA avant d'être diffusé à l'ensemble des correspondants du CEA.

ARTICLE 12 - LIVRABLES

Dans le cadre du présent Marché, le Titulaire s'engage à remettre les livrables suivants :

- les licences flottantes et droits d'utilisation associés ;
- le compte-rendu de la phase de test (retours utilisateurs, anomalies rencontrées, actions réalisées) ;
- la documentation logicielle mise à jour autant que de besoin,
- les rapports d'intervention (à distance) dans le cadre de la maintenance corrective,
- les supports de formation.

L'ensemble des documents est à remettre par le Titulaire au plus tard à l'échéance de la phase concernée par le livrable.

ARTICLE 13 - FORMATION DU PERSONNEL CEA

Le Titulaire s'engage à assurer la formation du personnel CEA conformément aux dispositions prévues dans le Cahier des Charges.

Le Titulaire s'engage à fournir, lors de l'exécution des prestations de formation des utilisateurs, toute la documentation afférente, rédigée en langue française, et notamment les supports individuels. Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

ARTICLE 14 - RECEPTION

14.1 Réception des fournitures logicielles

La réception est prononcée après livraison des licences flottantes et acceptation par le CEA des livrables documentaires établis en exécution du Marché, conformément aux dispositions prévues au chapitre 11 des CGA.

La réception donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties.

14.2 Réception des prestations de tests et prise en compte des retours utilisateurs (Phase 1)

Sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations et des livrables associés, la réception des prestations de tests est prononcée après réalisation des évolutions, corrections des anomalies et prise en compte des retours utilisateurs sur la période échue, conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La réception donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties.

14.3 Réception des prestations de formation

La réception est prononcée après formation et acceptation par le CEA de l'Equipe et de l'ensemble des livrables documentaires établis en exécution du Marché, conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La réception donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties.

14.4 Réception des prestations de maintenance

Sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations et des livrables associés, la réception des prestations de maintenance est prononcée annuellement conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La réception donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties.

ARTICLE 15 - DISPOSITIONS FINANCIERES

15.1 - Montant total du Marché

Le montant total des prestations est estimé à la somme maximale de **[sera complété par le CEA lors de l'attribution] € HT ([sera complété par le CEA lors de l'attribution] EUROS HORS TAXES).**

Il se décompose comme suit :

- **Au titre de la part ferme :**
 - o Phase 1 : un montant forfaitaire et ferme de **[à compléter par le CEA sur la base de l'offre] € HT,**
- **Au titre de la part optionnelle :** un montant maximal de **[à compléter par le CEA sur la base de l'offre] € HT,** comprenant :
 - o Phase 2 : un montant forfaitaire et variable de **[à compléter par le CEA sur la base de l'offre] € HT,**
 - o Phase 3 : un montant forfaitaire et variable de **[à compléter par le CEA sur la base de l'offre] € HT,**
 - o Phase 4 : un montant forfaitaire et variable de **[à compléter par le CEA sur la base de l'offre] € HT,**
 - o Phase 5 : un montant forfaitaire et variable de **[à compléter par le CEA sur la base de l'offre] € HT.**

- **Au titre de la part estimative « gestion des modifications »**

Le montant plafond de la part estimative du présent marché est fixé à 5% du montant total HT du marché, soit XX Euros hors taxes.

Ce montant permet de rémunérer les FM conformément à l'article « Gestion des modifications ».

En aucun cas, le montant cumulé des FM notifiées au Titulaire dans le cadre de la part estimative ne pourra dépasser le montant plafond indiqué ci-dessus.

Le montant estimé du Marché mentionné ci-dessus ne sauraient engager le CEA quant au volume réel des prestations à réaliser. En aucun cas, le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà des montants fermes indiqués ci-dessus sans autorisation préalable et écrite du CEA et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

Ce montant est détaillé en annexe 1.

15.2 - Régime fiscal

Le présent Marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. Chaque terme de paiement, sera assorti de la TVA.

Le Titulaire du présent Marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

15.3 - Révision des prix

Les prix du Marché sont réputés être établis aux conditions économiques du mois de réception des offres. Ils s'entendent fermes, forfaitaires et non révisables pour la première année contractuelle. Ils pourront être révisés annuellement à la date anniversaire du Marché, jusqu'au terme de celui-ci.

Au plus tard deux (2) mois avant la date d'anniversaire du Marché, le Titulaire transmet par écrit au CEA une demande de révision des prix avec une proposition de coefficient de révision, arrondi au millième inférieur, valable pour l'année à venir et basée sur l'application de la formule suivante :

$$C = 0,15 + 0,85 * CPF\ 74.90 / CPF\ 74.90_0$$

et

$$P = P_0 \times C$$

dans lesquelles :

C : coefficient de révision,

P : Prix révisé,

P₀ : Prix d'origine – mois de remise des offres,

CPF 74.90₀ : Valeur de l'indice Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises CPF 74.90 – Autres services spécialisés, scientifiques et techniques (identifiant INSEE : 010766754) du mois de [sera complété par le CEA lors de l'attribution] (mois de remise de l'offre),

CPF 74.90 : dernière valeur connue de ce même indice à la date de transmission de la nouvelle proposition de prix

Après vérification du coefficient calculé, le CEA acceptera ou non ce dernier par écrit. La révision ne pourra être effective qu'après accord écrit du Bureau des Affaires Commerciales (BACO) du CEA Le Ripault sur la proposition du Titulaire, donné dans le mois qui suit la date de réception de la proposition du Titulaire

En cas de retard du fait du Titulaire, toute proposition transmise en dehors du délai fixé ci-dessus pourra être rejetée par le CEA.

Le CEA se réserve également la possibilité de faire exercer la révision des prix.

Les Parties conviennent que si des modifications venaient affecter l'existence, la composition et/ou la définition des indices prévus dans le présent Marché, les indices de substitution proposés par les pouvoirs publics s'appliqueront de plein droit. Si les indices de substitution ne sont pas encore connus lors d'une révision prévue au Marché, les nouveaux indices s'appliqueront de manière rétroactive à la révision qui n'a pu intervenir du fait de la carence d'indices.

ARTICLE 16 - AVANCE

16.1 - Conditions générales d'octroi des avances par le CEA

Conformément à la réglementation applicable, les modalités relatives à l'octroi d'avance(s) par le CEA sont les suivantes :

- Une avance est accordée au Titulaire si le montant ferme (ou affermi) du marché est supérieur à 250 000 €HT et d'une durée d'exécution supérieure à trois mois. Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant TTC ferme (ou affermi) du marché diminué du montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct.
- Toutefois, si le Titulaire est une PME, au sens de la réglementation applicable, l'avance est accordée si le montant ferme (ou affermi) du marché est supérieur à 50 000 €HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois. Le montant de l'avance est alors fixé à 30% du montant TTC ferme (ou affermi) du marché diminué du montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct.

16.2 - Avance accordée au Titulaire

Au titre du présent marché, le montant de l'avance est fixé à 5% ou 30% ou le Titulaire renonce à l'octroi d'une avance ou les conditions d'octroi d'une avance ne sont pas réunies.

A la notification du marché, cette clause sera adaptée, en fonction du statut ou non de PME de l'entreprise retenue.

16.3 - Modalités de paiement et de remboursement

Le paiement de l'avance intervient dans le délai de 30 jours à compter de la réception par le CEA d'une facture de demande d'avance émise par le Titulaire.

Le remboursement de l'avance pour la tranche ferme s'impute sur les sommes dues au Titulaire par le CEA à compter du terme de paiement correspondant à la phase 1 puis sur les termes de paiement suivants jusqu'à apurement de la somme correspondant au montant de l'avance.

Le remboursement de l'avance pour chaque tranche optionnelle s'impute sur les sommes dues au Titulaire par le CEA à compter du terme de paiement correspondant à la phase concernée puis sur les termes de paiement suivants jusqu'à apurement de la somme correspondant au montant de l'avance.

16.4 - Avance accordée aux sous-traitants

Une avance est versée, à leur demande, aux sous-traitants admis au paiement direct.

Pour le sous-traitant concerné, le versement de l'avance est effectué suivant les conditions générales d'octroi des avances décrites au paragraphe 14.1 supra. Le remboursement de l'avance débutera trois mois après l'octroi de l'avance, sur chaque terme de paiement jusqu'à apurement de la somme correspondant au montant de l'avance.

Il incombe au Titulaire de répercuter le cas échéant ces conditions relatives à cette avance dans le contrat de sous-traitance correspondant.

Après versement de l'avance, si le Titulaire sous-traite une partie du marché, il rembourse, à la demande du CEA, la part de l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct. Ce remboursement sera effectué, au choix du CEA, soit par une facturation séparée soit en s'imputant sur les sommes dues par le Titulaire au titre du prochain terme de paiement.

ARTICLE 17 - ECHEANCIER DE FACTURATION

Le montant du présent Marché sera facturé par le Titulaire, conformément à l'échéancier suivant :

– **Phase 1 (ferme) :**

- Fourniture logicielle : 100% du montant HT du poste (soit XX,XX €HT), à la réception par le CEA des licences et livrables associés, sur procès-verbal contradictoire signé par les Parties.
- Tests : 100% du montant HT du poste (soit XX,XX €HT), à terme échu, à la réception par le CEA des évolutions, corrections des anomalies et livrables associés, sur procès-verbal contradictoire signé par les Parties.
- Formation : 100% du montant HT du poste (soit XX,XX €HT), à la réception par le CEA des prestations de formation et livrables associés, sur procès-verbal contradictoire signé par les Parties.

– **Phase 2 (en cas de levée) :**

- Fourniture logicielle : 100% du forfait annuel ajusté, à la réception par le CEA des licences et livrables associés et/ou au renouvellement des droits d'utilisation des licences, sur procès-verbal contradictoire signé par les Parties.
- Maintenance : 100% du forfait annuel (soit XX,XX €HT), à terme échu, après acceptation par le CEA des prestations correspondantes, sur procès-verbal contradictoire signé par les Parties,
- Formation : 100% du montant HT du poste (soit XX,XX €HT), à la réception par le CEA des prestations de formation et livrables associés, sur procès-verbal contradictoire signé par les Parties.

– **Phase 3 (en cas de levée) :**

- Fourniture logicielle : 100% du forfait annuel ajusté, à la réception par le CEA des licences et livrables associés et/ou au renouvellement des droits d'utilisation des licences, sur procès-verbal contradictoire signé par les Parties.
- Maintenance : 100% du forfait annuel (soit XX,XX €HT), à terme échu, après acceptation par le CEA des prestations correspondantes, sur procès-verbal contradictoire signé par les Parties,

– **Phase 4 (en cas de levée) :**

- Fourniture logicielle : 100% du forfait annuel ajusté, à la réception par le CEA des licences et livrables associés et/ou au renouvellement des droits d'utilisation des licences, sur procès-verbal contradictoire signé par les Parties.

- Maintenance : 100% du forfait annuel (soit XX,XX €HT), à terme échu, après acceptation par le CEA des prestations correspondantes, sur procès-verbal contradictoire signé par les Parties,
- **Phase 5 (en cas de levée) :**
 - Fourniture logicielle : 100% du forfait annuel ajusté, à la réception par le CEA des licences et livrables associés et/ou au renouvellement des droits d'utilisation des licences, sur procès-verbal contradictoire signé par les Parties.
 - Maintenance : 100% du forfait annuel (soit XX,XX €HT), à terme échu, après acceptation par le CEA des prestations correspondantes, sur procès-verbal contradictoire signé par les Parties,

ARTICLE 18 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE REGLEMENT

Les factures dématérialisées doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent Marché doit comporter les informations suivantes :

- le numéro de SIRET du CEA : **77568501900587**,
- le code service : **CER-D** (Le Ripault),
- la référence complète du Marché (numéro d'engagement), à savoir [sera complété par le CEA lors de l'attribution],
- l'intitulé du Marché,
- la date d'émission de la facture,
- le libellé de l'échéance facturée,
- le numéro de poste SAP correspondant à l'échéance facturée.

Les factures sont à établir hors taxes et toutes taxes comprises.

Pour les factures concernées, les révisions de prix font l'objet d'une ligne de facturation séparée clairement identifiée comportant :

- le prix aux conditions économiques initiales, telles que définies à l'article relatif à la révision de prix,
- le coefficient de révision appliqué,
- le prix révisé.

Toute facture non conforme aux termes du Marché sera renvoyée à l'émetteur.

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations correspondantes conformément aux conditions du Marché. Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises avec la facture. A défaut, une facture émise sans son justificatif d'acceptation de la prestation sera rejetée en statut « recyclé ».

Pour les prestations périodiques payables à terme échu, les factures émises avant le terme seront réputées avoir été émises le premier jour suivant la date du terme.

Pour toute question sur le traitement comptable et la mise en paiement de vos factures, l'adresse mail est la suivante : cea-dam-comptabilite@cea.fr.

Conformément à la loi PACTE n°2019-486 du 22/05/2019 relative à la croissance et transformation des entreprises, en cas de non dématérialisation des factures par le Titulaire, chaque facture papier doit être adressée en 3 (trois) exemplaires à l'adresse ci-dessous :

**CEA
DAM/DCG/SCD
Bâtiment DUNE
Comptabilité fournisseurs
Bruyères-le-Châtel
91297 ARPAJON Cedex**

ARTICLE 19 - PENALITES

19.1 - Modalités d'application des pénalités

En cas de manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles, des pénalités sont appliquées par le CEA, conformément aux dispositions des CGA (édition janvier 2022).

Les pénalités n'ont pas un caractère libératoire de la responsabilité du Titulaire.

Les pénalités définies dans le présent article sont :

- toutes cumulables,
- applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées directement par le CEA,
- cumulativement plafonnées à 10 % (DIX POUR CENT) du montant total du Marché.

La pénalité sera appliquée à la facturation de la prestation concernée.

19.2 - Pénalités applicables

Au titre de la mauvaise exécution du Marché, les pénalités suivantes seront appliquées au Titulaire :

Manquements aux obligations définies dans le Cahier des Charges (CdC) :	Montant de la pénalité
Retard dans la remise d'un livrable	100€ par jour calendaire de retard
Retard dans le traitement des anomalies (maintenance corrective et évolutive)	50€ par écart
Non publication par le Titulaire de son BEGES et du plan de transition associé	100€ par jour calendaire de retard constaté
Non-respect des dispositions environnementales prévues dans le cahier des charges	20€ par constat

ARTICLE 20 - SOUS TRAITANCE

Selon les dispositions des Conditions générales d'achat applicables aux marchés passés par le CEA, Chapitre 2 - Article 7, le Titulaire a l'obligation de déclarer au CEA les sous-traitants ainsi que le contenu et le montant de leur prestation.

Les sous-traitants retenus sont obligatoirement qualifiés pour le type de travail qui leur est confié. Le Titulaire du Marché ne peut sous-traiter une partie des prestations qui lui sont confiés sans l'accord exprès et écrit du CEA.

La demande d'agrément d'un sous-traitant, doit être impérativement faite par le Titulaire du Marché avant tout début d'exécution des prestations. Le manquement à cette obligation entraînera la résiliation du présent Marché selon les conditions de l'article 39.2 des CGA et peut être suivi de l'expulsion du Titulaire.

En vue d'obtenir cet agrément, le Titulaire remet au CEA par lettre recommandée avec accusé de réception, un formulaire complété, daté et signé. Le formulaire est disponible sur demande auprès de l'interlocuteur commercial du Marché.

L'acceptation du sous-traitant est à la discrétion du CEA qui est libre de la refuser sans avoir à motiver sa décision. L'acceptation ou le refus est signifié par écrit dans un délai de 21 jours de calendrier à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 21 - RESPONSABILITE ET ASSURANCES

Selon les dispositions des articles 36 à 39 des CGA.

ARTICLE 22 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Par dérogation à l'article 12.2.2 des CGA, si les Résultats du Marché bénéficient d'une protection au titre du Livre premier du code de la propriété intellectuelle, le Titulaire accorde au CEA une licence non exclusive sur les Résultats logiciels.

Ces droits comprennent, de manière non limitative, les droits d'utilisation, de reproduction, de représentation, d'adaptation et d'exploitation, en ce compris les droits voisins et les droits sui generis de producteurs de bases de données, et ce pour les modes d'exploitation visés ci-après, étant précisé que :

- le droit de reproduction comporte notamment le droit de dupliquer, imprimer, enregistrer, fixer les Résultats, par tous moyens, sous toutes formes et sur tous supports, notamment informatiques, numériques, magnétiques, optiques, papier (documentation technique, photocopies, éditions de livres, posters, affichettes, journaux, périodiques), télématiques, vidéographiques, télévisuels, cinématographiques, photographiques, ou sur tout autre support, connus ou non encore connus, en nombre d'exemplaires illimité, par tout moyen présent et à venir, ou sur tous réseaux informatiques, privatifs ou ouverts au public (Internet, Intranet...), ainsi que le droit d'exécution matérielle répétée (notamment d'un plan) par tous moyens ;
- le droit d'adaptation comporte le droit d'adapter tout ou partie des Résultats, d'arranger, de transformer, de traduire en tout langage, de modifier de toute autre façon les Résultats notamment

par suppression, ajout, intégration totale ou partielle dans une autre œuvre, y compris aux fins de réaliser une œuvre composite ou dérivée, et de reproduire, utiliser et exploiter comme défini au présent article les œuvres en résultant ;

- le droit de représentation comporte notamment le droit de représenter ou de faire représenter publiquement les Résultats dans leur version d'origine ou dans une version modifiée telle que visée ci-dessus, par tous procédés connus ou non encore connus, tels que la publication, l'exposition publique ou privée, la télédiffusion, la communication sur tous réseaux informatiques privatifs ou ouverts et/ou, pour toute manifestation à caractère privé ou public, interne ou externe ;
- le droit d'exploitation comporte notamment le droit de commercialiser, le droit de mise sur le marché, le droit d'éditer et de rééditer, tout ou partie des Résultats, sur tous supports par tout moyen et sous toutes formes mentionnées ci-dessus, à des fins commerciales, techniques, publicitaires, de les déposer en tant que marque, dessins et modèles ou autres, de les distribuer, louer, à titre gratuit ou onéreux, prêter, ou d'assurer toute prestation de service utilisant directement ou indirectement les Résultats, et/ou d'accorder à des tiers français, à titre gratuit ou onéreux, tout ou partie des droits tels que définis ci-dessus.

Si les Résultats consistent en des logiciels ou autres produits informatiques, les droits visés ci-dessus comportent également le droit d'utilisation des Résultats sur les unités centrales, serveurs, selon le nombre d'utilisateurs défini dans le cahier des charges, y compris pour le compte de filiales ou pour la fourniture de services en temps partagé, le droit de procéder à toute reproduction nécessaire aux actes de chargement, affichage sur écran, exécution, transmission, stockage.

Le Titulaire s'engage par ailleurs à livrer au CEA la documentation associée. Dans l'hypothèse où le Titulaire n'en serait pas le propriétaire, il prend toute mesure pour permettre au CEA d'accéder sans supplément de prix à ces outils.

ARTICLE 23 - PROTECTION DU SECRET

Le Marché est un marché classifié de niveau **Secret (S)** au sens de la réglementation sur la protection du secret de la défense nationale. Il n'implique pas la détention d'Informations ou Supports Classifiés par le Titulaire.

1. En application des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le Titulaire s'engage à assurer la protection des Informations et/ou Supports Classifiés (ISC) auxquels il a accès et/ou qu'il détient au titre du Marché, en tenant compte des dispositions particulières stipulées dans le Plan contractuel de sécurité (PCS).

Le Titulaire reconnaît avoir pris connaissance des textes portant sur ses obligations résultant de l'accès et/ou de la détention d'Informations et/ou supports classifiés couverts par le secret de la défense nationale, et plus particulièrement :

- des articles L. 2311-1 à L. 2313-1 et R. 2311-1 à R. 2312-2 du code de la défense ;
- du code pénal, notamment ses articles 413-9 et suivants ;

- de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'Instruction Générale Interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (ci-après dénommée « IGI 1300 ») ;
- de l'arrêté du 27 août 2025 du Ministère des armées portant approbation de l'Instruction Ministérielle n° 900 (IM 900) sur la protection du secret et des informations Diffusion restreinte et sensibles ;
- de l'Instruction interministérielle n°901/SGDSN/ANSSI du 28 janvier 2015 relative à la protection des systèmes d'information sensibles (ou « II 901 »).

Le Titulaire déclare se soumettre aux obligations résultant pour lui de l'application de ces dispositions ainsi qu'à celles découlant de l'ensemble des textes législatifs et réglementaires relatifs à la protection du secret de la défense nationale.

2. Pour exécuter le Marché, le Titulaire doit détenir une habilitation au niveau requis en cours de validité. Il engage toutes les démarches nécessaires au respect de cette obligation et notamment celles relatives à son renouvellement.

En cas de perte de cette habilitation en cours d'exécution du Marché, celui-ci peut être résilié de plein droit par le CEA, en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire.

3. Les personnels participant à la réalisation du Marché et ayant à connaître des Informations ou Supports Classifiés (ISC) doivent préalablement être habilités par l'autorité d'habilitation au niveau requis par le Plan contractuel de sécurité. Le Titulaire engage toutes les démarches nécessaires au respect de cette obligation et notamment celles relatives au renouvellement des habilitations de ses personnels.

Le Titulaire s'engage, dès que l'autorité d'habilitation le permet, à faire habilitier un nombre de personnels suffisant à la bonne exécution du Marché et pour toute sa durée, y compris pendant les périodes de congés, jours fériés, fermetures de centre, etc. Le Titulaire s'engage à ne faire habilitier que des personnels qui appartiennent à son entreprise, sauf autorisation écrite du CEA.

Le Titulaire tient à jour la liste des personnels habilités pour l'exécution du Marché. Il la communique à première demande du CEA et également lors de toute mise à jour.

Le Titulaire s'engage à ce que ses personnels n'accèdent à aucune installation autre que celle(s) concernée(s) par le Marché.

4. Le Titulaire s'engage à informer ses personnels habilités du caractère secret des prestations et de l'obligation qui leur est faite de tenir confidentiels l'ensemble des Informations ou Supports Classifiés auxquels ils seront amenés à accéder et/ou qu'ils seront amenés à détenir.

A ce titre, le Titulaire fait signer à ses personnels habilités l'engagement de responsabilité prévu par l'IGI 1300.

5. L'exécution du Marché peut conduire le Titulaire à avoir connaissance d'informations ou supports qui, sans être couverts par le secret de la défense nationale, portent la mention « diffusion restreinte » et ne peuvent dès lors être rendus publics. Le Titulaire s'engage à respecter pour ces informations et supports, les dispositions de l'IGI 1300 et les dispositions du Plan contractuel de sécurité.

6. Le Titulaire s'engage à ne pas sous-traiter les prestations classifiées du Marché, sauf autorisation préalable exceptionnelle du CEA accordée par écrit et précisant les conditions de cette sous-traitance. Dans ce cas, la réalisation par un sous-traitant de prestations classifiées est notamment conditionnée par l'obtention d'une habilitation au niveau requis par l'autorité d'habilitation compétente, de la personne morale dudit sous-traitant et de ses personnels concernés.

Le nom des entreprises sous-traitantes ainsi que la nature des prestations sous-traitées doivent être décrites dans le Plan contractuel de sécurité du Marché.

Le Titulaire s'engage à ce que les entreprises sous-traitantes se conforment aux dispositions du présent article.

Le Titulaire doit notamment mettre en place un Plan contractuel de sécurité « fille » élaboré par ses soins, signé par le sous-traitant, validé et contresigné par l'Officier de sécurité du CEA.

Par ailleurs, la sous-traitance de prestations sensibles, au sens de l'article 5.3.2 de l'IGI 1300, est soumise à l'obtention préalable écrite par le Titulaire de l'autorisation du CEA. A cet effet, le Titulaire transmet au CEA l'avis sans réserve d'enquête administrative de la personne morale du sous-traitant (ou, le cas échéant, une attestation d'habilitation en cours de validité de la personne morale du sous-traitant).

7. Le Titulaire informe le CEA, dans le délai d'un mois, de l'achèvement des prestations classifiées du Marché. Il remet obligatoirement au CEA la Fiche de clôture du Plan contractuel de sécurité (FICPCS) qui est jointe au Plan contractuel de sécurité.

Il s'engage à respecter les dispositions relatives à la destination des Informations ou Supports Classifiés convenues avec le CEA et précisées par la FICPCS.

En cas de non-respect de ces dispositions, le Titulaire encourt la sanction suivante : paiement d'une pénalité d'un montant de 500 € HT/jour de retard.

8. Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des obligations découlant des paragraphes du présent article, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner l'abrogation de la décision d'habilitation au secret de la défense nationale de la personne morale et, par voie de conséquence, la résiliation de plein droit du Marché, en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire sans préjudice des peines prévues par le code pénal.

Fait à MONTS, en double exemplaire

Pour le Titulaire,

Le

Pour le CEA,

Le

ANNEXE 1 – CONDITIONS FINANCIERES



ANNEXE 2 – PROCES VERBAL DE RECEPTION

PROCES VERBAL DE RECEPTION

MARCHE N° : 4600[sera complété par le CEA lors de l'attribution]

DEMANDE D'ACHAT N° :1680[sera complété par le CEA lors de l'attribution]

FOURNISSEUR : [sera complété par le CEA lors de l'attribution]

OBJET :

Je soussigné, [sera complété par le CEA lors de l'attribution], pilote de travaux ou de contrat du CEA Le Ripault, après avoir procédé à l'examen des prestations exécutées par le Titulaire au titre de la Marché sus-désigné en présence de son représentant, déclare que la recette (cocher la case correspondante) :

Partielle ou Intermédiaire	Usine	Sur site du CEA Le Ripault	Finale (après installation, formation ou fin de travaux)

- ☐ N'est pas prononcée.
- ☐ Est prononcée :
- ☐ Avec réserve(s) :
 - Sans incidence sur le paiement inhérent à cette recette. ⁽¹⁾
 - Avec suspension de paiement jusqu'au constat de levée de réserve(s). ⁽¹⁾

Le Titulaire et le pilote de travaux ou de contrat du CEA Le Ripault, conviennent que les prestations sous réserves (indiquées en annexe) seront exécutées dans un délai de [à compléter par le CEA lors de l'élaboration du PV de réception] à compter de ce jour.

- ☐ Sans réserve avec effet à la date du :

Nota : La date de départ de la période de garantie est celle de la réception sans réserve ou du constat de levée de celles-ci.

A [à compléter par le CEA lors de l'élaboration du PV de réception], le [à compléter par le CEA lors de l'élaboration du PV de réception]

Le Titulaire

Le Maître d'œuvre

Pour le CEA Le Ripault

CONSTAT DE LEVEES DES RESERVES

Le pilote de travaux ou de contrat du CEA Le Ripault et le Titulaire, ci-dessus désignés, constatent qu'il a été valablement remédié aux malfaçons, omissions et imperfections concernées.

FAIT A , LE

Le Titulaire

Le Maître d'Oeuvre

Pour le CEA Le Ripault

⁽¹⁾ (rayer la mention inutile)

CONSTATS DES RESERVES

<u>Nature des réserves</u>	<u>Prestations à exécuter</u>

Fait à :

Le

Le Titulaire

Pour le CEA le Pilote de travaux ou de
contrat

ANNEXE 3 - FICHE DE MODIFICATION

N° de Fiche :

Indice :

Fiche créée le :

Demandeur de la modification :

N° Marché : Fournisseur :

Objet du marché :

NATURE DE LA MODIFICATION DEMANDEE :

COUT DE LA MODIFICATION ¹ : INFLUENCE SUR LE PLANNING :

.....

.....

.....

.....

TOTAL :

TOTAL :

.....

¹ Joindre la décomposition détaillée des coûts selon les éléments de prix figurant dans l'offre initiale du fournisseur et tous les justificatifs.

APPROBATION DE LA FICHE DE MODIFICATION (Cette fiche n'est validée que si elle est signée des deux parties)

CEA

FOURNISSEUR

NOM :

DATE :

SIGNATURE :